

UNE REGIE PUBLIQUE DE L'EAU POUR LA MÉTROPOLE LILLOISE !

En 2015, la communauté urbaine de Lille va choisir si elle renouvelle le contrat qui la lie avec la multi-nationale Lyonnaise des Eaux/Suez ou si elle opte pour une régie publique. Cette question ne doit pas rester un débat d'experts et de techniciens, elle est l'affaire de tous les usagers et des citoyens !

BÉNÉFICES PRIVATISÉS, PERTES COLLECTIVES !

Les « majors » de l'eau (Veolia, Lyonnaise des eaux/Suez...) fondent leur puissance sur la **maîtrise du traitement et de la distribution** ; ces monopoles fondés sur la vente de services aux collectivités (transport, énergie...) ont supprimé la concurrence, et maintiennent une grande opacité sur leur résultats de gestion. **Elles exercent un travail d'influence énorme auprès des collectivités** pour conserver une mainmise sur ce secteur en usant d'arguments pour le moins contestables :

- **Le privé plus compétent ?** se faisant accorder des concessions très longues, les multinationales de l'eau récupèrent tout le savoir technique des collectivités, et jouissent d'une véritable rente de situation. Ces savoir-faire peuvent aisément être exercé par le service public, comme le montre l'expérience des agglomérations qui ont fait ce choix ;

- **Le privé fiable sur le long terme ?** à Lille métropole, un "surenrichissement abusif" du prestataire actuel a été constaté par la Cour Régionale des Comptes, lié aux manques d'investissements sur le réseau, avec une dégradation des conduits d'acheminement. Les fuites causées par ce mauvais entretien sont estimées à **20% du volume distribué**, pertes que nous amortissons **sur nos factures !** Les usagers sont ici floués deux fois, sur l'aspect financier et sur la **santé publique** (plomb, calcaire...) ;

- **Le privé moins cher pour la collectivité ?** nos factures d'eau couvrent les salaires des personnels et les charges, l'entretien et la rénovation du réseau, mais aussi les dividendes, bonus, et autres bonus versés aux actionnaires qu'une régie publique nous permettrait d'économiser !

LES PROPOSITIONS DU FRONT DE GAUCHE :

- » Une gestion de l'eau publique et démocratisée en associant les usagers et en organisant le débat public sur l'utilisation de ce bien commun. Les collectivités doivent pouvoir décider par exemple la gratuité des mètres cubes nécessaires à la vie, ou encore des tarifs différenciés entre les ménages et les industriels,

- » Un grand service public de l'eau reposant sur une organisation décentralisée et contrôlée localement par les collectivités, les usagers et les salariés,

- » En finir avec les inégalités de tarifs avec un mécanisme de péréquation nationale pour permettre des tarifs d'accès égaux avec l'objectif que les dépenses d'eau par famille n'excèdent pas 3% de leurs ressources,

- » Sortir du modèle économique qui fait supporter aux usagers sur leur facture, l'essentiel des défis environnementaux et des investissements nécessaires à la distribution et au traitement de l'eau, par des nouvelles modalités de financement. Pour cela, nous créerons une **filère publique des métiers et de la recherche sur l'eau et l'assainissement.**

ENSEMBLE, AGISSONS DÈS MAINTENANT !



- **L'eau n'est pas une marchandise** : elle est un bien commun à tous et ne doit pas être soumise aux règles du marché, elle doit être utilisée et préservée de façon durable,
- **La gestion est une exigence citoyenne** : elle doit faire l'objet d'une maîtrise publique et démocratique en toute transparence, et donc d'un contrôle par les citoyens,
- **Nous pouvons réduire les coûts pour l'utilisateur** : là où l'eau est gérée par une régie publique, elle est moins chère. Le prix moyen de l'eau, calculé par l'Institut français de l'environnement (IFEN), s'établit à 2,19€ par mètre cube en gestion publique, contre 2,93€ pour un opérateur privé, soit 25 % plus cher, l'économie est d'autant plus importante que le système complet est public (production, distribution, épuration),
- Aujourd'hui, de grandes villes comme Paris, Cherbourg ou Rouen, ou de plus petites, ont délaissé les marchés privés. Pourquoi pas sur la métropole lilloise ?

L'ACTION DES ÉLUS COMMUNISTES :

À la communauté urbaine de Lille, en 2010, les élus communistes de la communauté urbaine approuvaient dans une intervention d'Eric Bocquet, la demande de remboursement de 115 millions indûment perçus par la Société des Eaux du Nord au détriment des usagers et le principe de diminution du tarif facturé à la collectivité. Cependant, ils ont déploré que cet argent ne soit pas rendu aux usagers quand on sait que certaines familles de la Métropole consacrent 7 à 8 % de leurs ressources aux charges liées à l'eau. Aujourd'hui, les élus communistes soutiennent le retour à une régie publique.

Au Parlement, les sénateurs communistes ont proposé l'adoption d'une « allocation eau » sur le modèle de l'allocation de rentrée scolaire, ouvrant un nouveau droit social pour toutes les familles dont la charge d'eau dépasse 3% de leur ressource, permettant l'instauration d'une véritable péréquation nationale, de l'égalité de traitement pour tous les citoyens, une baisse immédiate de la facture d'eau, ainsi qu'une véritable solidarité nationale, assise également sur la contribution des entreprises de l'eau.

ENSEMBLE EXIGEONS SUR LA MÉTROPOLE LILLOISE :

- » une régie publique de l'eau,
- » la baisse du tarif aux usagers et les premiers mètres cubes gratuits,
- » des tarifs différenciés selon l'usage professionnel ou domestique,
- » la participation et consultation des citoyens !

JE SIGNE LA PÉTITION !

Nom & prénom :

Adresse :

Mail :

N° de tél. : Signature :

Je souhaite : adhérer au Parti Communiste

être tenu informé des actions du Front de Gauche

Cette pétition est à renvoyer ou à déposer à l'adresse suivante :

PCF Lille Métropole - 18 rue Inkermann, 59000 Lille | contact@lille.pcf.fr

Le Parti Communiste Français est membre du "Collectif eau" : <http://collectif59eau.blogspot.fr/>

Membres du collectif : ATTAC Lille, Les Alternatifs, CGT LMCU, Collectif Antilibéral Lomme-Lambersart, Coordination Communiste, Eau secours, EELV, FASE, FSU, Gauche Unitaire, MNLE 59/62, NPA, Objecteurs de Croissance Lille, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Solidaires 59/62 et des citoyens...

